

Dans ces conditions, l'Armée Rouge dépend de plus en plus étroitement de l'apport de l'étranger. Jusqu'à présent, celui-ci a été à peu près nul, les journaux anglais et américains l'avouent. La Conférence de Moscou a fait des promesses, mais il est tout à fait clair que ces promesses ne seront tenues qu'en échange d'une série de concessions fondamentales de la part de Moscou. M. Harriman a déjà nettement déclaré que des techniciens américains se rendraient en U.R.S.S. La campagne de Roosevelt pour la liberté de religion en U.R.S.S. n'a pas seulement un but diplomatique ; elle vise à obtenir de Staline qu'il rense ouvertement et définitivement les principes les plus élémentaires du mouvement prolétarien d'émancipation. Les gouvernements anglais et américain n'ont rien relâché de leurs mesures anticommunistes et M. Roosevelt vient de publier, dans la revue *Colliers*, un violent article contre les grèves.

Ce ne sont pas les défaites militaires qui menacent le plus gravement la vie de l'Union Soviétique, mais bien l'épouvantable crise intérieure à laquelle ont abouti dix-huit ans de stalinisme. Incapacité des cadres militaires et économiques, peur des masses ouvrières et paysannes russes et internationales, capitulation constante devant l'impérialisme. Il faut en finir avec le danger mortel que fait peser sur l'Etat ouvrier Staline et sa clique. Il faut en finir avec cette politique qui maintient des généraux traités et capitulaires à la tête des armées, tandis que la vieille garde bolchevick est contrainte de poursuivre dans l'illégalité sa propagande pour la guerre à outrance. *L'heure est venue où il faut remettre entièrement, sans aucune réserve, le sort de l'Etat ouvrier entre les mains des masses ouvrières et paysannes de l'U.R.S.S. et du monde.*

Il faut, dans les pays démocratiques, mettre sur pied un programme prolétarien d'aide à l'U.R.S.S. ; exiger, par des démonstrations, et au besoin par la grève, l'envoi immédiat de tout le matériel de guerre disponible ; les cheminots, les dockers, les marins doivent en assurer le transport immédiat ; les ouvriers des usines d'armement doivent exiger que les usines fonctionnent à plein, sans bénéfice, pour l'U.R.S.S. Dans tous les domaines, à tous les échelons, cette lutte ne peut prendre tout son sens que comme partie d'une lutte d'ensemble pour le contrôle des comités ouvriers et pour la prise du pouvoir.

Dans les pays écrasés sous la botte fasciste, tout doit être fait pour amoindrir la capacité offensive des armées de l'Axe. Mais il importe de bien comprendre que cette tâche ne peut être résolue par les méthodes de la terreur et du sabotage individuels. Ce qui importe, c'est d'organiser le mouvement des larges masses, c'est de préparer la révolution. Dans une situation aussi tragique, en mars 1918, Lénine le rappelait aux ultra-gauches : *« Oui, la révolution socialiste se disulme en chaque grève ; mais si vous dites que chaque grève est nécessairement un pas vers la révolution socialiste, vous dites la plus creuse des bêtises. La vérité est que, sans la révolution en Allemagne, sans la prise du pouvoir par le prolétariat allemand, nous périrons. Il faut se garder de toute aventure et préparer, patiemment et sans trêve, la lutte finale ».*

Aujourd'hui encore, pour sauver l'U.R.S.S., il faut mettre en avant le programme de la révolution prolétarienne mondiale. Et pour rallier la classe ouvrière en un bloc unanime pour la défense de l'Etat ouvrier, il faut en revenir, en U.R.S.S. même, aux méthodes révolutionnaires et léninistes. Il faut chasser les organisateurs de la défaitiste ; il faut, partout, au front, à l'arrière, faire fond sur l'initiative des masses ouvrières et paysannes.

Il faut, dans toute la Russie, décréter la levée en masse, la formation, dans toutes les usines et dans tous les villages, de corps de Garde Rouge.

L'U.R.S.S. tout entière doit devenir un immense arsenal ; toutes les usines doivent tourner pour la guerre ; les délégués élus des ouvriers doivent prendre en main la réorganisation de la production. Au front, dans les usines, dans la Garde Rouge, dans les villages, *tout le pouvoir doit passer entre les mains des comités élus par les soldats ; les officiers et les bureaucrates incapables doivent être chassés et remplacés par des responsables élus ; un congrès national des comités doit désigner un véritable Conseil de la défense, dans lequel seront représentés tous les partis prolétariens, qui doivent immédiatement recevoir une existence légale.*

Les mesures les plus impitoyables doivent être prises immédiatement contre les parasites et les inutiles, dont l'entretien affaiblit le rendement de la machine de production.

C'est seulement lorsque l'U.R.S.S. aura repris son visage héroïque de 17 qu'elle pourra compter sur les masses ouvrières internationales et qu'elle pourra espérer tenir et vaincre. Il importe peu que demain les armées rouges soient encore battues ; il n'est pas exclu qu'il faille demain opérer une vaste retraite stratégique sur l'Oural ; faudrait-il même demain se résigner à un second Brest-Litovsk, qu'il ne faudrait pas y voir une catastrophe, dans la mesure où les masses ouvrières et paysannes russes seraient, à nouveau, soudées en un seul bloc luttant à l'avant-garde de l'armée prolétarienne internationale ; dans la mesure où les masses exploitées seraient, partout à travers le monde, unies dans la lutte pour le pouvoir des Comités d'ouvriers et de paysans.

Telle est la voie de Lénine. Telle est la politique que, depuis 1923, les trotskystes n'ont cessé de préconiser. Tel est le programme que défendent à travers le monde, 30 sections de la IV^e Internationale. Tels sont les mots d'ordre que diffusent, à Odessa, à Léninrad et par toute la Russie les émetteurs de radio clandestins des bolchevicks léninistes russes.

A la porte les incapables. Les paniquards, les saboteurs et les défaitistes !

Partout dans le monde, le pouvoir aux ouvriers !

Et pour montrer la voie, en Russie, la démocratie des comités !

Vite ! les instants sont comptés !

Aidez-nous ! Diffusez « LA VÉRITÉ » !

Organisez les Groupes de discussion de la presse illégale !

Souscrivez, afin que ce journal, qui est le votre, camarades ouvriers, puisse continuer à paraître.

Encore la charte...

Une fois de plus, la parution de la Charte du Travail a été annoncée, puis démentie. Aux dernières nouvelles, c'est M. Bouillier qui, après son adoption, a éprouvé le besoin d'effectuer certains « mise au point ».

Ces louvoisements ne sont pas le fait du hasard. Les réactionnaires de Vichy rêvent d'une charte complètement rétrograde, mais ils ne peuvent trouver les cadres nécessaires pour la mettre en pratique ; les militants des syndicats confédérés ne sont pas, dans la majorité des cas, disposés à servir une telle politique.

Pour conserver la possibilité de canaliser le mécontentement ouvrier et pour utiliser une partie des vieux cadres, Vichy a été contraint de laisser subsister une partie de ce qui fut le syndicalisme. Quelle sera l'ampleur de ces concessions ? Telles sont les causes des atermoiements du gouvernement.

Il faut avouer que le travail de la commission professionnelle était lourd ; sa tâche était, en effet, de rapporter un projet supprimant la lutte de classes. Pour arriver au but recherché, de laborieuses « mises au point » seront, n'en doutons pas, nécessaires.

Quelle que soit la charte, l'opposition de classes étant un fait, la différenciation de classes s'opérera partout où patrons et ouvriers seront en contacts. Les comités sociaux n'échapperont pas à cette réalité.

Les travailleurs ne doivent pas renoncer, à priori, à utiliser les possibilités légales que donneront les organisations qui seront créées par la charte (si toutefois elle parait).

Cette situation ne sera que provisoire. La modification du rapport de forces permettra aux travailleurs de réaliser prochainement leur charte du travail en scédant des syndicats libres, couronnés par tous les organismes nécessaires à la défense de leurs intérêts. Dès maintenant, ils rejoindront leurs syndicats qui subsistent, et qui pourront ainsi, exprimer la volonté des ouvriers et faire aboutir leurs revendications.

La réforme de l'enseignement

Les journaux ont mené grand tapage autour d'une prétendue « réforme de l'enseignement ». En réalité, il ne s'agit que d'une rétrogradation réactionnaire, que d'une accumulation d'obstacles empêchant le prolétariat d'accéder à l'instruction.

Les articles du « *Matin* » sont particulièrement significatifs : « Il y a trop de bacheliers, trop de bachelières. Que l'école forme des paysans, des ouvriers qui sauront rester « à leur place », et non de futurs « déclassés sociaux » ». Marchant dans cette voie, le gouvernement multiplie le nombre des examens et concours et supprime la gratuité de l'enseignement secondaire. De plus, on retourne à l'enseignement religieux, facultatif pour l'instant, dans les écoles. Tout est utilisé pour l'abrutissement des enfants du peuple.

A cette conception de l'instruction réservée aux fils à papa, nous opposons celle de la culture pour tous. Il y a trop de bacheliers, dites vous ? Pourquoi l'ouvrier ne serait-il pas bachelier ? Pourquoi la culture serait-elle réservée à un petit nombre ? Le problème n'est pas de la limiter, d'empêcher les masses d'y accéder, mais d'élever le niveau de vie du travailleur, d'augmenter ses moments de loisir où il pourra satisfaire les besoins intellectuels qui existent pour tout homme.

La révolution apportera au prolétariat des possibilités de développement culturel jamais égalées. Dès maintenant, nous lutterons contre les nouvelles mesures tendant à barer aux jeunes ouvriers et paysans l'accès à ses études, et à redonner au cléricisme sa virulence d'autrefois. Les instituteurs, dont la majorité est aux côtés du prolétariat, sauront nous aider dans cette tâche.

LES NAZIS CONTRE LA CULTURE

En raison de l'attitude hostile à l'Allemagne des étudiants tchèques, toutes les facultés de Bohême-Moravie viennent d'être fermées. Ainsi, 30.000 étudiants ne peuvent continuer leurs études. En outre, 8.000 d'entre eux ont été envoyés de force en Allemagne pour y travailler dans l'industrie de guerre.

DÉBANDADE FASCISTE

En Italie, en Allemagne, un seul parti fasciste dirige la politique du pays.

En France, nos fascistes-ersatz ne sont pas capables d'en faire autant. En vain, Déat lance-t-il des appels pour le parti unique, rien à faire. Chaque chef-faillon tient à son petit groupe particulier, et espère bien croquer les autres lui-même plutôt que se laisser croquer. Et c'est à qui lancera un bon coup de patte au voisin, sans avoir l'air de rien. Le P.P.F. fait coller des affiches : « Un chef est parti ». Et voilà pour Déat, et autres, qui eux, sont restés. On annonce à grand fracas que Costantini, Doriot, Deoncle et Déat se réuniront prochainement et qu'une liaison est ainsi établie entre les « grandes » organisations fascistes. Mais Deloche et Déat étaient, tout récemment encore, membres de la même organisation, le R.N.P., et Déat est obligé d'expliquer leur rupture, d'une façon embrouillée, dans *L'Œuvre*.

Il semble d'ailleurs, que les militaires allemands, qui dirigent effectivement en zone occupée, ne se font plus aucune illusion sur les possibilités de ces messieurs. A tel point que Déat a dû commencer une ardente campagne de léchage de bottes, vis-à-vis de Hitler, sacré par lui « génie européen » et « grand socialiste », pour conserver leur confiance.

Laisserons nous faire ?

Le bruit court que la prochaine mesure prise contre les juifs sera la création de ghettos.

Jusqu'ici, les nazis et leurs Doriot-Déat n'ont pas réussi à provoquer des pogroms. Personne ne croit à l'infini propagande qui tend à présenter les juifs comme seuls responsables de la guerre et de la misère. Mais, par cette nouvelle mesure, on les livrera sans défense aux attaques des maquereaux et des hommes de main à la solde du fascisme. L'hiver menace le régime de Hitler. La faim peut faire sortir le loup du bois, le peuple de ses maisons.